

de M. Gignoux. Au lendemain des réformes sociales de juin et avant même que la semaine de quarante heures ne fut appliquée, les trusts ont majoré leurs factures de 40 à 50 %. Le petit industriel et le petit commerçant, incapable de résister à son puissant fournisseur, a cru qu'il pourrait faire subir cette hausse au consommateur.

Mais le moment est venu où la hausse des prix de détail, tendant à dépasser la hausse du pouvoir d'achat des masses, le consommateur restreint ses achats et aujourd'hui la petite entreprise écoule une quantité moindre d'objets alors que ses frais ont augmenté. Cette situation se trouve encore aggravée du fait que les conditions de crédit au petit commerce et à la petite industrie n'ont pas été améliorées.

Parallèlement, la classe ouvrière qui voit les avantages de juin 1936 rongés par la hausse du coût de la vie exige, à juste titre, de nouvelles majorations de salaires. Or le petit patronat, si les autres conditions qui lui sont faites, par ailleurs, ne sont pas modifiées, est dans l'incapacité absolue de satisfaire à ces légitimes revendications.

La grande idée des trusts, qui ont compris que lorsqu'ils affrontent la classe ouvrière à visage découvert, l'hostilité de l'opinion publique conduit à leur défaite, est donc, à l'occasion du renouvellement des conventions collectives, de prendre le petit patronat comme couverture, le lancer contre les travailleurs pour pouvoir sembler ensuite voler à son secours. Après avoir fait mine de céder aux revendications ouvrières lorsque celles-ci se heurtent aux résistances des petits, ils se donneront l'air de défendre la liberté des classes moyennes menacées par « l'ogre syndicaliste » et au nom de l'intérêt des classes moyennes proclameront le lock-out général pour détruire toutes les réformes conquises par les travailleurs. Bien entendu, parallèlement, ils déclencheront la crise politique.

UN SEUL REMÈDE : LES RÉFORMES DE STRUCTURE

— *Quelles solutions envisagez-vous pour échapper aux périls que comporte cette situation? Certains dirigeants du Front Populaire s'opposent aux nationalisations sous prétexte de ne pas heurter les classes moyennes. Tous leurs maux ne proviennent-ils pas, au contraire, de la toute puissance des trusts et n'est-ce pas la mainmise de la collectivité sur ceux-ci qui pourrait seule à la fois préserver et compléter les réformes acquises par la classe ouvrière et sauver les classes moyennes?*

— « Il faut abattre les trusts » doit être notre « Delenda Carthago ». La lutte contre les trusts est le lien géométrique de tous les éléments de base du Front Populaire. Malheureusement on combat les trusts dans les réunions électorales et on les soutient au Parlement.

Le Front Populaire, appuyé sur l'immense majorité du pays et dirigé par des hommes honnêtes, n'a pas jusqu'à ce jour réussi à surmonter définitivement les obstacles qui se dressent devant lui, parce qu'il n'a pas osé frapper les trusts. Le pouvoir politique est toujours esclave du pouvoir économique.

La réforme des statuts de la Banque de France a été « truquée ». Les représentants de l'Etat au nouveau Conseil : MM. Rueff, Baumgartner, Deroy, Guérin sont les hommes des trusts, au même titre que les délégués des actionnaires...

Pourtant les réformes de structure sont techniquement très faciles à réaliser : il s'agit essentiellement d'un transfert de pouvoir. Il faut bien faire comprendre à l'opinion publique que la nationalisation des banques ne signifie pas la nationalisation

des dépôts dans les banques et que la nationalisation des chemins de fer ne signifie pas pour le petit épargnant, qui possède deux ou trois actions de chemins de fer, la perte de son avoir.

Il faut, comme le prévoit le plan de la C. G. T., transférer à l'Etat la propriété de tous les monopoles de fait : banques, assurances, industries cartellisées en indemnisant les actionnaires par la transformation de leurs actions en obligations amortissables : on devra d'ailleurs dans le calcul de cette indemnité tenir compte de la situation personnelle de chacun des actionnaires.

La gestion par la collectivité de ces entreprises, dont l'influence est déterminante sur tous les autres secteurs de l'économie, lui permettra d'orienter, notamment par les investissements et la distribution du crédit, l'ensemble de l'activité nationale. Les profits qui en résulteront mettront fin aux difficultés financières et surtout le retrait des mains d'une bureaucratie rapace et irresponsable de cette immense masse de manœuvre que constituent les réserves des sociétés et les dépôts bancaires, mettra fin à la pression constante de cette nouvelle féodalité sur les pouvoirs publics et à la corruption effrénée de la presse et des partis.

Mais il faut éviter que la direction de l'économie soit confiée à une bureaucratie irresponsable et routinière dont les cadres sont composés en majeure partie des parents et alliés des féodaux. La gestion des entreprises ainsi collectivisées doit, selon la formule de la C. G. T., être *tripartite* : leur direction sera confiée aux représentants compétents des producteurs, techniciens, employés et ouvriers, chacun au poste où sa capacité l'appelle, et des usagers, distributeurs et transformateurs, rassemblés dans leur confédération, et consommateurs groupés dans leurs coopératives. La surveillance de cette gestion appartiendra aux représentants de la collectivité, c'est-à-dire de l'Etat épuré des hommes des anciennes féodalités.

Au sommet, un Conseil national de l'économie, composé de la même façon, élaborera les directives générales, le plan de la production en collaboration avec le gouvernement responsable devant l'opinion publique et ses représentants directs.

LE VRAI SENS DU MARXISME

— *Au cours de cette passionnante interview, si riche en enseignements et en informations que la place nous manque pour les reproduire intégralement dans ce numéro, je fut amené à faire observer à mon aimable interlocuteur que, bien que non marxiste, il se rapprochait davantage des solutions marxistes que nos réformistes.*

— Comment, je ne suis pas marxiste, bondit Francis Delaisi. Oui, je ne suis pas marxiste au sens où Marx lui-même disait : « Je ne suis pas marxiste ». Si être marxiste signifie à nonner les œuvres de Marx comme d'autres le catéchisme, tout en se refusant d'ailleurs à traduire dans l'action aucune des conceptions de Marx, alors je ne suis pas marxiste. Mais si le marxisme consiste dans l'observation des faits économiques et de l'évolution sociale avec une méthode scientifique et pour en tirer des conclusions pratiques, alors là je prétends avoir le droit de me proclamer marxiste. Voyez-vous, ce qui est vraiment le propre du génie, c'est la découverte d'une méthode, surtout dans les sciences sociales et économiques. Soyons de vrais marxistes en appliquant la méthode de Marx à l'étude des phénomènes contemporains et agissons en marxistes en travaillant à la transformation sociale fondamentale que la situation actuelle rend à la fois possible et nécessaire.

Le problème paysan

Le Front populaire a accompli en faveur des paysans des réformes d'une portée et d'une utilité indiscutables. Toutefois, pour que les avantages acquis puissent être sauvegardés, une série de mesures plus audacieuses s'imposent. Mais il serait erroné de penser qu'elles constituent autre chose que des palliatifs. Le fond même du problème, c'est l'organisation de l'économie rurale, et la solution ne pourra pas en être indéfiniment retardée : là s'imposent alors les méthodes spécifiquement socialistes.

Revalorisation des produits.

Le département où je milite — la Côte d'Or — est un excellent point d'observation en raison du morcellement de la propriété et de la multiplicité des cultures. Il offre en quelque sorte une image réduite de la France rurale, à de menues différences près, de la France des petits paysans propriétaires.

Il est indéniable que la situation de ceux-ci était extrêmement précaire, et que la politique du Front populaire, en coïncidence avec une récolte médiocre a apporté une sérieuse amélioration dans les campagnes.

Le blé, qui s'était vendu 55 et 60 francs, payé souvent avec un ou deux ans de retard, est monté à 150. A Vosne, la pièce de vin passe de 300 à 700 francs; dans l'arrière-côte, le cassis est coté 2 fr. 50 le kilogramme au lieu de 0 fr. 90; dans la plaine, la betterave monte de 115 à 150 francs, la pomme de terre à féculé de 16 francs le quintal à 23 francs. Nous avons un grand centre d'osier : Aiserey; l'osier jardinière valait 25 francs les 100 kilos; il trouve preneur à 60; le blanc grimpe de 100 à 250 et 300 francs. Pour l'élevage, même chose : une charollaise passe de 3.000 à 4.000 francs. Un jeune cheval de six mois de 1.200 à 2.200 francs; un de dix-huit mois, de 2.200 à 3.600 francs.

Ce n'était pas superflu quand on songe aux bas prix de certains produits : un litre de marc de Bourgogne payé 1 fr. 50 au producteur, du houblon à 0 fr. 25 la livre, des oignons à 12 francs le quintal. En ce qui concerne ce dernier produit, des quantités énormes jetées à la rivière, faute d'acheteurs. Situation des salariés ? Médiocre, en raison même de leur manque d'organisation, et aussi parfois, des difficultés dans lesquelles se débattaient les petits propriétaires exploitants : de 2 à 3.000 francs pour un ouvrier agricole logé et nourri, 6.000 brut au bûcheron, 7.000 au charbonnier vivant en pleine forêt du Châtillonnais, dans des huttes de branchage, à plusieurs kilomètres de toute maison. Augmentation de 25 % pour les premiers, 15 % pour les seconds.

Résultats chiffrés, recueillis auprès des intéressés mêmes, en janvier et mars de cette

année, au cours d'une enquête de plusieurs semaines.

En résumé, revalorisation importante et des produits et du travail, ce qui explique la popularité actuelle du « Front populaire » dans les campagnes.

Je n'ajouterai que pour mémoire, parce que ces réalisations ou projets sont connus de tous, les mesures très importantes que constituent l'office du blé, les conventions collectives et les allocations familiales dans l'agriculture, la propriété culturale, la protection douanière en matière, surtout, de légumes et de fruits. Quant aux congés payés, s'ils sont bien accueillis par les bénéficiaires, il arrive que des paysans même socialistes soient pleins de prévention et de réticences à leur propos : ce qui n'empêche pas qu'ils sont louables à tout point de vue, ne serait-ce que comme palliatif à la désertion des campagnes par les commis de culture.

S'inscrit donc, au compte du gouvernement un actif sur lequel il serait injuste et mesquin de chicaner, malgré les imperfections certaines de quelques mesures.

La propagande des agraires s'en est trouvée gênée, celle du Parti socialiste facilitée.

Compléments nécessaires.

Le petit paysan propriétaire vit quelque peu en dehors du cycle capitaliste; la hausse du coût de la vie ne l'atteint pas aussi soudainement que l'ouvrier des villes, son économie lui fournissant par exemple la plupart de ses denrées alimentaires : pain (par échange de blé), légumes, pommes de terre, et partiellement, viande. Plus réduits aussi ses achats de vêtements et de chaussures : des siècles de privations l'ont accoutumé à la parcimonie.

Aussi la hausse du coût de la vie ne lui a-t-elle pas dévoré son augmentation de recettes aussi brutalement qu'à l'ouvrier son accroissement de salaire.

De là la faveur, plus persistante que dans les centres industriels, dont jouit le Front populaire.

Mais si le moment est retardé où il prend conscience que l'opération est blanche, que son amélioration est amenée par la hausse des produits qu'il doit acheter, ce moment ne peut pas ne pas venir. Hausse de l'électricité, des engrais, des machines agricoles, des véhicules de toutes sortes, des vêtements, etc... Et alors poindra la désillusion.

D'où la nécessité de certaines mesures si l'on veut rendre durable cette amélioration de la situation paysanne.

Naturellement, s'inscrivent sous cette rubrique toutes les mesures d'économie générale propres à stopper la hausse illicite. Non pas les comités de surveillance des prix, ni même les lois répressives, mais les indispensables nationalisations (crédit, industries-clés). S'y